
Compte rendu de la Table Ronde Montpellier 15 Mars 2019

Comme nous l'avons vu tout au long de la journée les géoservices revêtent des formes multiples. Nous avons essayé d'en déterminer les impacts mais pouvons-nous esquisser les géoservices de demain ? Quelles en seront les perspectives pour le territoire et peuvent-ils servir de catalyseur ?

Nous voulons dans cette table ronde déterminer les éléments clefs qui vont permettre la mise en œuvre pour les territoires.

Sous la présidence de Myriam Cros nous allons recueillir l'expertise de :

- Philippe Abadie - délégué régional de l'IGN
- Guillaume Sueur - NeoGeo Technologies
- Françoise de Blomac - Décryptagéo
- Helene Roussel - Directrice de projet Cité Intelligente à Montpellier 3M

1. Discussion

1.1. Quels sont les leviers pour établir un géoservice ?

Le socle numérique de Montpellier 3M en réflexion depuis 2010 permet de définir les services pour les usagers, les citoyens, en déterminant au préalable les cibles, le modèle économique, ou si l'on doit permettre aux autres acteurs de faire émerger ce service. Tout ceci constitue la cité intelligente.

Pour apporter les services du privé il y avait historiquement une volonté de géoservice établi par un client dans le cadre d'un besoin métier avec des comptes à rendre de la part du prestataire.

Maintenant avec l'open data les données sont réutilisées pour un autre client et apportent de la valeur ajoutée sans forcément le cadre d'un contrat. Il y a donc là une latitude supplémentaire

Dans cette production de donnée l'IGN est un acteur mais c'est de moins en moins vrai. Ça devrait le rester pour la donnée « socle » mais, pour le reste, la coproduction transforme la donnée en flux pour l'utilisation dans les géoservices. Les licences IGN étaient un frein, ce ne sera plus le cas avec la coproduction.

On peut être inquiet par ces notions de « socle », « libre entreprise », ... on voit beaucoup de POC et de startup qui développent des idées mais comment s'assurer qu'elles s'en sortent. Il y a des exemples de startup (sur le handicap par exemple) qui se montent et remportent des concours mais si l'idée est bonne elle sera reprise par les grands (IGN, ...). Comment peuvent-ils en vivre ?

1.2. Comment aller au-delà du POC par investissement public ?

Au niveau de Montpellier 3M il y a le challenge BigData ou le Challenge numérique grâce auxquels le lauréat bénéficie d'un financement pour le POC et pour la stabilisation. Il y a ensuite une mise en relation avec les directions métier qui font usage des services. Il y a alors de longs mois de travail pour adapter les idées à l'utilisation métier. Il y a ensuite un questionnement pour savoir comment accompagner et développer cette application au-delà de Montpellier.

Il s'agit de normaliser les exigences pour que l'appli Montpellier soit adaptée aux autres territoires.

S'il y a une valeur pour les citoyens alors il y a une valeur marchande. Par exemple l'application sur le trafic du Grand Lyon permet d'historiser le trafic pour prévoir les difficultés le lundi des vacances ou en pleine semaine. Mais cela implique une expertise autre que géographique.

La donnée a une valeur au-delà de la géographie et doit se faire au-delà des laboratoires de recherche avec un écosystème complet (labo, startup,...) pour industrialiser l'utilisation de la donnée.

Il y a effectivement une difficulté à accompagner la production locale. Des applications comme le potentiel éolien (IGNfab) sont possible parce que la donnée existe sur l'ensemble du territoire métropolitain. Cette production est difficile si la donnée n'est pas généralisée.

Le challenge est de faire remonter les données locales en silo de manière à ce qu'elles puissent être utilisées dans les services à échelle nationale

1.3. En plus des données institutionnelles il y a des initiatives collaboratives de type OSM. Comment les intégrer dans les écosystèmes ?

Il est frappant de voir le nombre de startups qui utilisent le géocodeur d'OSM pour des raisons de commodité. OSM n'est pas qu'une base de données mais aussi une plateforme et son importance n'est pas à négliger.

L'exercice caribewave (sur le risque de tsunami aux Caraïbes) a permis de développer avec l'Université Paul Valéry et via les données OSM un moyen de trouver les points refuge en cas d'alerte.

Les initiatives collaboratives peuvent poser un problème du fait du manque d'homogénéité de la donnée OSM. Il y a théoriquement chez IGN un cadre normatif, des marges d'erreur connues,... Cela dit, même dans les données « officielles » l'hétérogénéité est présente (On voit sur la carte de France des ZNIEF que les papillons sont sensibles à la frontière du département). Il n'existe pas de produit parfait et homogène.

L'IGN conteste cette hétérogénéité. Ils coproduisent les données socles avec les organismes qui les produisent naturellement. La BDtopo est ouverte pour que les données soient plus accueillantes et cela doit inciter les départements en retard à se mettre au niveau en termes de contribution.

Concernant la BD adresse, il y a eu des réunions il y a peu de temps et le régime de licence a été revu pour permettre sa diffusion. C'est un sujet d'actualité qui sera réglé au niveau gouvernemental avec l'IGN dans les 2 mois.

Cela illustre les enjeux et les problèmes de coproduction et aussi les difficultés pour les utilisateurs avec des jeux de données qui s'établissent dessus qui se dégradent.

En conséquence on doit réfléchir à la pérennité des flux quand on conçoit un geoservice même avec Etalab. La Ciren a changé de flux et les geoservices ont dû s'adapter.

Même quand on ne crée pas de limites dans l'accessibilité, on en crée dans la façon de la diffuser.

1.4. Quel serait le Geoservice de rêve ?

Le géoservice de base serait un moteur de recherche universel avec des réponses compréhensibles sur tout ce qui existe comme donnée et impliquant tout le monde (IGN, Neogeo, la structure qui n'a fait que des POC). Cela se fait pas à pas

Le géoservice de rêve est principalement défini à partir des données mais pour la Métropole ce n'est qu'un élément elles doivent être combinées avec l'IOT, les métadonnées,... mais il faut aussi

savoir avec quel type de contractualisation. En effet au-delà du développement il faut recommencer juridiquement pour passer à l'exploitation. Il faut donc être en veille sur tous les dispositifs juridiques,...

1.5. Je vis à Montpellier, il y a des POCs, certain s'industrialisent, ... et j'y suis habitué. Comment je fais quand je sors de la métropole ?

Il faut 3 ouvertures :

- Donnée ouverte
- standard ouvert
- logiciel ouvert.

La différence entre les POCs et l'industrialisation c'est le financement. Tout le monde est d'accord pour financer la R&D mais pas pour les faire tourner.

Il y a des exemples qui fonctionnent :

- Geotrek avec la gestion des sentiers de rando. C'est une expérience de parc qui s'aggrave et attire maintenant de nombreux utilisateurs
- L'agence énergie d'Auvergne Rhône Alpes avec Terristory utilise les données de consommation d'énergie, de population, ...) et mutualise avec une dizaine de région pour savoir par exemple combien d'emploi induit une unité de méthanisation, ...

Pour que le géoservice émerge il faut qu'il soit

- spécifique à la réalité de l'utilisateur
- généralisable à un autre territoire
- réadaptable à la spécificité d'un autre utilisateur

2. Questions du public

2.1. Quitte à enfoncer le clou, quelle est la possibilité d'un moteur de recherche universel de la donnée ?

Le géocatalogue est transféré à l'IGN, mais le client veut tout.

S'il y a un intérêt personnel pour un sujet, il y a OSM avec une extraction puis publication dans tous les contextes, sinon seuls les GAFA ont la capacité et les infrastructures.

Mais alors comment trouver l'info sans tout réinventer ?

Il faudrait l'équivalent d'un onglet « donnée » dans Google ou on tape IDG ou St Vincent de Barberargues et on obtient toutes les données.

Google peut le faire car il s'appuie sur les plateformes qui mettent à disposition. Il pourrait aussi être fait par datagouv.fr

2.2. Avec un recul de 5 ans sur la smart city de Montpellier les objectifs ont-ils été atteints ?

Depuis 2015 la cité intelligente a changée d'approche avec plus d'interopérabilité, et une métropole vue comme intégrateur et sans plateforme particulière.

La R&D a permis de progresser et de savoir ce qu'on ne voulait plus. Maintenant La métropole travaille en étant ouvert et en veille. Un réseau comprenant l'ensemble des acteurs métier de la métropole mais aussi les universitaires a été mis en place pour le développement.

Une méthode itérative a été adoptée en 2016 avec de grands objectifs (adaptation changement climatique, développement durable, ...). A l'intérieur de ces objectifs on teste et on abandonne si le résultat n'est pas concluant.

N'ayant pas de grille préétablie, cela peut paraître désordonné mais c'est très pragmatique. On rentre dans la politique publique de manière itérative.

2.3. Au-delà de la smart city n'est-il pas possible de parler de smart territories

Il n'y a pas vraiment de définition donc que ce soit city ou territory pourquoi pas.

- la Caisse des dépôts, dans son étude smart city versus stupid village, ne définit pas une seule méthodologie
- Le Commissariat a l'énergie récence les méthodes mais pas qu'une seule méthode.

Une smartcity c'est comment intégrer le numérique dans les politiques de la ville.

Il faut étudier le retour sur investissement de la ville intelligente. Le réseau Laura est utilisé par toutes les directions métier de la Métropole de Montpellier les données températures, niveau d'eau,... sont orientées vers un entrepôt de donnée mais toutes ne sont pas en opendata.

En tenant compte de la souveraineté de la donnée à échelle internationale il y a des groupes de travail avec les autres métropoles avec par exemple 100 pays présents à Barcelone.

L'intelligence ne s'arrête pas aux limites de la city. S'il y a des capteurs (piézomètre, sismomètres, passage des truites) le territoire devient intelligent.

2.4. Il y a un difficulté pour les petites entreprises qui ne sont pas vraiment des start up

S'il n'y a pas de levée de fond, et ne génère pas 2 millions ça n'intéresse pas.

Plus facile d'obtenir 5 millions que 100'000 donc si on a besoin de 2 employés on reste sous la ligne de radar des gros financeurs de l'innovation.

Le monde n'est pas constitué de startup, tout le monde ne pas dans cette logique donc les structures de soutien doivent être a même de soutenir ces structures.

2.5. Comment, en tant que contribuable, être intégré dans le géoservice ?

Il ne faut pas mélanger le financement de l'entreprise et le service quelle crée

Pour le maintien de service à domicile La métropole de Montpellier a travaillé de manière itérative avec un processus citoyen dans les décisions (2000 citoyen qui ont identifié les besoins des personnes âgées, 14 appels à projet, 2 sélectionnés et 1 lauréat)

3. Conclusion :

Pour reprendre Michel Bernard et son échelle de valeur, il faut un socle de donnée ouverte et standard ainsi qu'un socle logiciel ouvert pour le rendre opérationnel aux acteurs du territoire. A partir de la une méthode itérative permet de développer une première version du géoservice qui, par la suite, sera enrichi ou abandonnée.